Maurice améliore son score dans l'indice de la corruption

by Kooshallsing Cheekhooree on 2012-12-07 02:59:00

Maurice s'est classé 43e sur 176 pays, avec un score de 57 points sur 100. Il améliore ainsi l'intégrité de son secteur public, vu que certains pays tels que l'Afrique du Sud (69e), la Chine (80e) et l'Inde (94e) sont moins bien classés. Le pays a amélioré son score par rapport à l'année dernière - de trois rangs, plus précisément. En 2011, il était classé à la 46e place avec un score de 5.1 sur 10.

Dans l'Indice de perception de la corruption 2012, le Danemark, la Finlande et la Nouvelle-Zélande occupent conjointement la première place avec un score de 90. Ces pays bénéficient d'un accès sécurisé aux systèmes d'information et de règles régissant le comportement des personnes titulaires de fonctions officielles.
L'Afghanistan, la Corée du Nord et la Somalie occupent les dernières places de l'Indice. Dans ces pays, le manque de dirigeants responsables et d'institutions publiques efficaces souligne la nécessité de renforcer la lutte contre la corruption.

"L'Indice de perception de la corruption 2012 de Transparency International démontre que la corruption continue à faire des ravages dans les sociétés partout dans le monde", note Transparency International dans un communiqué, sur les résultats de sa dernière enquête sur la corruption administrative dans le monde.

L'indice de perception de la corruption (Corruption Perceptions Index) classe les pays selon le degré de corruption perçu dans le secteur public. L'indice est mesuré sur une échelle de 0 à 100, zéro signifie fortement corrompu et 100 très peu corrompu.

176 pays ont été évalués par l'agence Transparency International et deux tiers ont obtenu un score inférieur à 50, démontrant que les institutions publiques doivent être plus transparentes et les hauts fonctionnaires plus redevables, affirme Transparency International.

La corruption est le problème dont on parle le plus dans le monde. Les Etats doivent accentuer leurs efforts pour lutter contre la corruption — qui est non seulement une menace pour l'humanité, mais aussi qui détruit des vies, des communautés, des frustrations, déstabilisant l'économie et détruisant la confiance, etc.

Ce phénomène affecte les plus pauvres, car souvent on leur extorque des pots-de-vin pour qu'ils puissent avoir accès aux soins de santé ou aux nécessités de la vie. La corruption mène à l'échec du système éducatif et de santé. Elle prive des Etats dans le besoin des infrastructures nécessaires, quand les chefs d'Etat s'accaparent des fonds publics pour leur propre compte. Elle prive le fisc de la collecte des impôts.

Alors comment remédier à ce sérieux problème ? Huguette Labelle, présidente de Transparency International, avance que les gouvernements doivent faire plus d'efforts, en intégrant des pratiques de type anti-corruption dans tous leurs processus de prise de décision. Les gouvernements doivent, de surcroît, encadrer le financement des partis politiques et le lobbying par des lois plus efficaces, rendre les dépenses publiques et les procédures de contrats publics plus transparentes et imposer un devoir de rendre des comptes (accountability) aux institutions publiques.

Transparency International constate malheureusement que les cas d'abus de pouvoir n'ont pas diminué dans le monde et que le classement du Corruption Perception Index devrait inciter aux récalcitrants de suivre l'exemple des pays les mieux classés à cet indice.

L'indice de corruption ne délivre pas un verdict sur le niveau de corruption d'une société ou d'une nation entière, ni sur les politiques qu'elle conduit ou sur les activités du secteur privé. Il n'est qu'un indicateur de perception de la corruption dans le secteur public, c'est-à-dire de la corruption politique et administrative.